

# E-BULLETIN DE L'UIP

No.1 17 avril 2012

1. **Préparatifs d'une mission d'enquête en Syrie**
2. **L'UIP se réjouit que la situation au Mali évolue vers un rétablissement de la démocratie**
3. **La 126<sup>ème</sup> Assemblée de l'UIP marquée par des résolutions sur des sujets essentiels et l'adhésion de nouveaux Membres**
4. **Mission de l'UIP en Libye pour aider le nouveau Parlement**
5. **Le Président de l'UIP va prononcer un discours à la session extraordinaire de la CNUCED à Doha**
6. **L'adoption d'une loi sur la violence familiale aux Maldives marque un grand pas en avant**
7. **Faute de volonté politique, les femmes sont encore trop peu nombreuses en politique**

**Préparatifs d'une mission d'enquête en Syrie** – Dans un contexte de fragile cessez-le-feu en Syrie, vont commencer les préparatifs d'une mission d'enquête de l'UIP dans ce pays du Moyen-Orient. La mission, qui vise à soutenir les efforts internationaux de règlement pacifique du conflit, est l'un des principaux résultats d'une résolution adoptée à la 126<sup>ème</sup> Assemblée de l'UIP qui se tenait à Kampala, la capitale de l'Ouganda, et qui s'est achevée le 5 avril. Les modalités de la mission, qui a reçu le plein appui de la délégation parlementaire syrienne présente à Kampala, feront l'objet de discussions entre l'UIP, la Ligue des Etats arabes, les Nations Unies et Kofi Annan, l'Envoyé spécial conjoint des Nations Unies et de la Ligue des Etats arabes pour la Syrie.

**L'UIP se réjouit que la situation au Mali évolue vers un rétablissement de la démocratie** - L'UIP a noté avec satisfaction que l'ancien président du Parlement malien, Dioncounda Traore, avait prêté serment en qualité de président du pays par intérim. Dans une déclaration publiée au terme de sa 126<sup>ème</sup> Assemblée, l'UIP a engagé la junte militaire qui a pris le pouvoir le 22 mars à honorer son intention de se retirer et de rétablir effectivement les institutions démocratiques de la République du Mali.

**La 126<sup>ème</sup> Assemblée de l'UIP marquée par des résolutions sur des sujets essentiels et l'adhésion de nouveaux Membres** – L'adhésion des parlements du Sud du Soudan et de Haïti lors de la 126<sup>ème</sup> Assemblée de l'UIP a porté à 162 le nombre des Membres que compte l'Organisation. Par ailleurs, l'Assemblée a adopté plusieurs résolutions sur les violations des droits de l'homme dont sont victimes des parlementaires à travers le monde, et sur les questions de la bonne gouvernance, de la redistribution du pouvoir et de la santé maternelle.

Parmi les 31 résolutions adoptées sur les violations des droits de l'homme, on retiendra l'appel lancé à Israël pour qu'il mette fin à la pratique de la détention administrative, à laquelle près de 20 % des parlementaires palestiniens doivent de se trouver dans des prisons israéliennes. L'UIP engage instamment Israël à mettre fin à l'ordonnance de mise à l'isolement qui vise le parlementaire palestinien Ahmad Sa'adat, qui serait en mauvaise santé et en cellule d'isolement depuis près de trois ans. L'UIP a réitéré ses appels pour qu'il soit immédiatement libéré, de même que Marwan Barghouti, son collègue du Conseil législatif palestinien. Par le biais de résolutions, elle a aussi exprimé son inquiétude sur le

sort de parlementaires victimes de violations de droits de l'homme dans plusieurs pays, notamment au Cameroun et au Burundi, en Colombie, à Sri Lanka, au Myanmar et en Turquie.

La 126<sup>ème</sup> Assemblée de l'UIP a aussi engagé tous les parlements membres qui ne l'ont pas encore fait à ratifier le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Elle a prié instamment les membres de l'UIP de soutenir le processus de démocratisation au Moyen-Orient et en Afrique du Nord et exhorté les donateurs à tenir leurs promesses d'aide aux pays du "printemps arabe". Dans une résolution sur la redistribution du pouvoir, elle a plaidé en faveur de la réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies et pour que soit accordée au développement durable la plus haute priorité politique. Dans une résolution finale sur l'accès des femmes et des enfants aux soins de santé, elle a instamment prié les parlements de ratifier divers instruments internationaux et les parlementaires de suivre de près, au plan national, l'application des instruments relatifs aux droits de l'homme. Elle a aussi invité les parlements à veiller à ce que des crédits suffisants soient affectés aux prestations de santé sexuelle, génésique, maternelle, néonatale et infantile.

Pour consulter les résolutions, prière de se rendre à la page <http://www.ipu.org/strct-e/stcnfres.htm#126> pour l'anglais et <http://www.ipu.org/strct-f/stcnfres.htm#126> pour le français.

**Mission de l'UIP en Libye pour aider le nouveau Parlement** – L'UIP va sous peu envoyer une mission en Libye pour aider les autorités à rétablir un parlement qui soit pleinement opérationnel. La mission fait suite à une demande d'aide déposée auprès du Secrétaire général de l'UIP, M. Anders B. Johnsson, par les délégués libyens à l'Assemblée de l'UIP à Kampala. Cette assistance portera aussi sur les moyens d'assurer la participation politique des femmes. Les 200 membres que comptera le nouveau parlement devraient être élus d'ici fin juin. Il est à prévoir que, comme en Egypte, où l'UIP apporte une aide similaire, rares seront les élus ayant déjà une expérience parlementaire.

**L'adoption d'une loi sur la violence familiale aux Maldives marque un grand pas en avant** – L'UIP s'est félicitée que le Parlement des Maldives ait adopté cette semaine un projet de loi sur la violence familiale qui, pour la première fois, va assurer une protection juridique aux victimes de ces actes de violence. Depuis 2010, l'UIP apporte son aide à l'élaboration et à l'examen du projet de loi. Une étude gouvernementale a conclu qu'une femme sur trois âgées de 15 à 49 ans avait subi des violences dans le milieu familial. Le projet de loi porte sur les pouvoirs d'enquête en cas d'actes de violence, la protection des victimes par voie d'ordonnance, les peines encourues par ceux qui enfreignent les ordonnances des tribunaux et prévoit aussi une assistance psychologique aux victimes, leur rééducation et celle des auteurs d'actes de violence. Le projet de loi, qui doit maintenant être signé par le Président Waheed, a rallié les suffrages de parlementaires de nombreux partis à un moment où le pays est très divisé politiquement. L'UIP, qui a déjà envoyé deux missions aux Maldives cette année pour promouvoir un règlement pacifique de la crise déclenchée par un changement à la tête de l'Etat, assiste le Parlement des Maldives sur d'autres questions législatives.

**Le Président de l'UIP va prononcer un discours à la session extraordinaire de la CNUCED à Doha** – Le Président de l'UIP, M. Abdelwahad Radi, va prononcer un discours lors d'une séance à haut niveau de la XIII<sup>ème</sup> Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, qui se tiendra du 21 au 26 avril à Doha, la capitale du Qatar. Le Président insistera sur le lien entre démocratie et développement, qui est tout

aussi vital pour les parlements à travers le monde que ne l'est pour la CNUCED le lien entre commerce et développement.

**Faute de volonté politique, les femmes sont encore trop peu nombreuses en politique –**

La récente investiture de Joyce Banda, première femme chef d'Etat au Malawi, a peut-être porté à 18 le nombre de pays qui ont une femme pour chef d'Etat ou chef de gouvernement, mais ce chiffre et le nombre des femmes parlementaires à travers le monde sont encore bien bas, ce qui signifie, à en croire l'UIP, que fait défaut la volonté politique de changer le statu quo. Dans son étude annuelle sur les femmes parlementaires, l'UIP a conclu que la moyenne générale des femmes parlementaires avait juste augmenté de 0,5 % en 2011, bien que l'année ait été marquée par des changements politiques importants et par une évolution de certaines parties du monde vers la démocratie. De nouvelles recherches effectuées par l'UIP et ONU-Femmes ont révélé que du côté de l'exécutif, la proportion des femmes ministres avait elle aussi très légèrement augmenté puisqu'elle était passée de 14,2 % en 2005 à 16,7 % en 2012.

Pour de plus amples détails, prière de se rendre aux pages suivantes :

<http://www.ipu.org/pdf/publications/wmnpersp11-e.pdf>

[http://www.ipu.org/pdf/publications/wmnmmap12\\_en.pdf](http://www.ipu.org/pdf/publications/wmnmmap12_en.pdf)

<http://www.ipu.org/press-e/gen361.htm>